



**PRÉFET
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de
l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

ARRÊTÉ

Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02420P0159
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Le Préfet de la région Centre-Val de Loire
Officier de la Légion d'honneur
Officier dans l'ordre national du Mérite

VU la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

VU le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;

VU l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

VU l'arrêté préfectoral n°2020-111 du 1er octobre 2020 portant délégation de signature du préfet de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Hervé BRULÉ, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;

VU la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02420P0159 relative au projet de déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines par le champ captant de l'île Godineau à Fondettes (37) et de ses périmètres de protection, reçue complète le 20 novembre 2020 ;

VU la décision tacite, née le 26 décembre 2020, soumettant à évaluation environnementale le projet susmentionné ;

VU l'avis de l'agence régionale de santé du 9 décembre 2020 ;

CONSIDÉRANT que le projet vise à déclarer d'utilité publique (DUP) :

- la dérivation des eaux souterraines par le champ captant de l'île Godineau,
- l'instauration des périmètres de protection autour dudit champ captant,

- et à autoriser le prélèvement de la ressource en eau par ces forages ainsi que le traitement et la consommation de l'eau à des fins de consommation humaine ;

CONSIDÉRANT que le projet relève de la catégorie 17°c du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'alimentation en eau potable des communes de Fondettes, Luynes et St Étienne-de-Chigny est réalisée au moyen de cinq forages, dénommés F1, F3, F4, P3 et PDR, situés sur la commune de Fondettes et exploités par Tours Métropole Val de Loire ; que les périmètres de protection des quatre premiers ont été déclarés d'utilité publique par l'arrêté préfectoral du 30 septembre 1997 ; que le 5e forage (dénommé PDR), qui ne figure pas au plan de servitudes du plan local d'urbanisme (PLU), a été mis en service dans le champ captant en 2013 et que le présent projet consiste à régulariser son existence et à réviser les périmètres de protection du champ captant ;

CONSIDÉRANT que les 4 premiers forages, situés sur la parcelle YD332, ont un débit de 80 m³/h et le cinquième (dénommé PDR), situés sur la parcelle YD316, de 150 m³/h ; que le projet de déclaration d'utilité publique s'appuie sur un rapport hydrogéologique non joint au dossier ;

CONSIDÉRANT que les forages et leurs périmètres de protection immédiat et rapproché, qui s'étendent respectivement sur 5,8 a et 25,3 ha, sont situés dans la zone Natura 2000 « La Loire de Candes Saint Martin à Mosnes », en Znieff de type 2 « Loire Tourangelle », ainsi qu'en zones naturelle et agricole du PLU ; considérant que les terrains des périmètres de protection font l'objet d'enjeux importants de biodiversité mais que les écosystèmes présents sur la zone du projet ne sont pas menacés par l'exploitation du champ captant et que l'impact du projet sur l'environnement est ainsi limité ;

CONSIDÉRANT que les forages et leurs périmètres de protection immédiat et rapproché sont situés en zones inondables (Ni, Ai et Ahi) du PLU, dans la zone d'extension de crue de la Loire ; qu'ils sont sujets au risque inondation défini dans le plan de prévention des risques d'inondation (PPRI) Val de Tours-Val de Luynes ; mais qu'ils sont toutefois situés en zone Ni autorisant les installations et équipements techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou des établissements d'intérêt collectif et il appartiendra au maître d'ouvrage de garantir la sécurité des ouvrages dans le respect des prescriptions du PPRI ;

CONSIDÉRANT que les forages captent la nappe des alluvions de la Loire ; qu'ils devront faire l'objet d'une procédure au titre de la Loi sur l'eau, laquelle permettra notamment d'attester l'absence d'incidence notable sur la qualité des eaux souterraines et les milieux aquatiques et de traiter la conformité avec les dispositions du Sdage Loire-Bretagne ; qu'ils feront également l'objet d'une demande d'utilisation de l'eau à des fins de consommation humaine prévue par le code de la santé publique ;

CONSIDÉRANT que dès lors, le projet n'est pas susceptible d'avoir, sur l'environnement et la santé humaine, d'autres incidences notables que celles qui seront étudiées et précisées dans le cadre des procédures sus-visées,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : La décision tacite, née le 26 décembre 2020, soumettant à évaluation environnementale le projet de déclaration d'utilité publique des périmètres de protection du champ captant de l'île Godineau à Fondettes (37), est annulée.

ARTICLE 2 : Le projet de déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux souterraines par le champ captant de l'île Godineau à Fondettes (37) et de ses périmètres de protection n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

ARTICLE 4 : Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le
Pour le préfet et par délégation,

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à : **M. le Préfet de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;
- un **recours hiérarchique**, adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;
- un **recours contentieux**, en saisissant le **tribunal administratif**
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet : www.telerecours.fr

Dans les deux premiers cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.
Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.